

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

"Made in China" !

La Chine est en passe de gagner sur le plan économique, avec les armes même de l'Occident : c'est à dire la dérégulation du commerce et l'exploitation des masses populaires. Ben, quelle divine surprise ! Vive l'OMC et l'économie de marché, c'est la loi "naturelle" des échanges !!!

Bien sûr, la confrérie au pouvoir dans ce pays, qui ose encore s'appeler "communiste" : juste une étiquette sur l'emballage pour garder le "made in China", a pris grand soin de piper les dés, pour garder le contrôle de cette évolution. Ils ont su retourner à leur avantage, la logique du libéralisme qui n'en n'est pas une : tout se vend, tout s'achète, même les illusions... Chose que n'ont pas su ou pu faire à temps, les autres pays "frères" socialistes. Peut-être qu'un jour, quand ils auront mangé le fruit de l'intérieur, ils feront triompher leur idéologie et transformeront la Terre en vaste camp de travail, pour "rééduquer" les esprits, ou bien alors cela sera l'âge d'or du capitalisme d'état... Rien de bon pour les citoyens du monde en tout cas ! Il faut dire que les adversaires du moment, qui se bombardent défenseurs de la Liberté, sont de piètres stratèges ; ils se contentent de faire comme les rats : de flairer le fromage en se mettant le cul à l'air ! Je vous laisse imaginer le coup de pompe qui se prépare ! ... :-(((

Et que leur reprocherait-on au fait, à ces descendants, les chinois, d'une grande et vieille civilisation qui s'est vue agressée par des impérialistes égocentriques, qui voulaient imposer leurs vues de missionnaires ? De prendre leur revanche aujourd'hui ? Dans le fond comme disent certains, n'oublions jamais... Laissons dire les "pigeons voyageurs" de commerce, pour amuser la galerie, mais n'oublions pas de faire autre chose ! Cela arrangeait un peu tout le monde jusqu'à maintenant, que le quart de la population mondiale, rassemblé en nation, soit tenu à l'écart du développement économique, mené en laisse, à l'âge de pierre et brouette, non ? Il y en avait bien quelques uns qui pronostiquaient le "Réveil", mais peu s'en préoccupaient. C'était loin, au balcon du Pacifique, le camembert

jaune, et cela regardait en priorité les riverains du grand océan et la marine des puissants...

Le libre échange, bête et méchant, qu'est le néolibéralisme, fait et pensé par des primates à peine descendus de leur arbre, a pour objet et unique préoccupation, le profit matériel : le plus rapidement, le plus rapide possible comme chacun sait. Il n'y voit pas plus loin que le bout de son nez ! Ce profit, vécu comme une jouissance, répond à des pulsions qui n'ont rien à voir avec l'intelligence humaine, mais avec les instincts des animaux ; en ce sens, il ne se projette aucunement dans l'avenir, car il n'en a pas conscience ; mieux, contrairement à ce qu'ils disent, les drogués du profit, comme d'autres au cannabis, cherchent à abstraire le temps : ni passé ni avenir et tout ce qui y ramène, dont la culture... Il faut jouir de l'instant présent comme les singes copulent ! Autrement dit, les libéraux ont l'instinct de conservation, étourdissant : après eux le déluge, ce n'est plus un problème ! Ces "étourdis" représentent un véritable danger pour notre avenir sur Terre, et c'est pourquoi tant de gens qui l'évaluent, se dressent contre eux ; parce que les libéraux, au lieu de défendre le monde libre, ils sont en train de l'enterrer en catimini ! :-(((

Les chinois, et surtout leurs dirigeants, l'ont bien compris, eux, peuple endurent, industriel et patient, que pour combattre efficacement l'Occident capitaliste, il fallait employer ses armes. Là-bas, en Orient, on sait que pour durer, il faut apprendre à retenir son plaisir, et ça peut durer très longtemps ! ... Qui, croyez-vous, a le bon nez ? Qui va gagner, des cow-boys ou des fleurs de lotus ? Qui, des grands singes, maîtrisera l'avenir, entre ceux qui pratiquent le coït express, et ceux qui prennent le temps de huiler la chaudière ? :-)))

Hé bien ! je vais vous le dire, mes amis, l'Europe, si elle veut un avenir, ferait bien d'en prendre de la graine, et de retirer de leur importance aux obsédés du profit, et de l'appétit de pouvoir qu'il entraîne ; car ces mêmes gens sont d'ordinaire impuissants à penser un monde meilleur pour leurs enfants. Ils sont de ceux qui bouffent à tous les râteliers, et disent qu'on ne peut jamais faire mieux qu'eux... Cela semble pourtant pas une tâche surhumaine, et il faudrait commencer à le démontrer le 29 mai prochain... Alea jacta est !

Jean-Jacques REY

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

L'argent, le temps, et les esclaves

encore une vue sur notre société moderne...Beurkkk...

Techniquement, l'argent est une unité de calcul intermédiaire pour échanger du temps contre du temps, sans que le temps des uns et des autres puisse être comparé directement...Car chaque conversion entre l'argent et le temps se fait sur la base d'une estimation subjective, qui varie selon le rapport de force économique et informationnel entre l'acheteur et le vendeur...

Dans la pratique, ce rapport de force est toujours défavorable au consommateur-salarié...

Lorsqu'un individu moyen achète un produit, il paye le temps qui a été nécessaire pour fabriquer ce produit à un prix bien plus élevé que le salaire qui lui est payé pour une fraction équivalente de son propre temps...

Par exemple, si une voiture est produite en 2 heures par 20 salariés (y compris le travail des commerciaux et le travail inclus dans les équipements de production utilisés), le salaire de chaque salarié pour ces 2 heures devrait être égal à 1/20^e du prix de la voiture, soit 500 euros si la voiture vaut 10.000 euros. Ce qui fait un salaire horaire théorique de 250 euros (1600 FF). Pour la plupart des salariés, on est très loin du compte...

Lorsqu'un salarié occidental donne 10 heures de son temps, il reçoit seulement l'équivalent d'une heure. Pour un salarié du Tiers Monde, le rapport tombe à 1000 heures contre une...

C'est ça le système est la version moderne de l'esclavage...

Les bénéficiaires du temps volé aux salariés sont les entreprises, mais aussi les états dès lors que l'argent prélevé par les impôts et des taxes n'est pas utilisé dans le sens de l'intérêt général...

Isabelle COSTA

Envoi de Jack Harris : <http://harris.jack.monsite.wanadoo.fr/>
<http://www.wiki-art.org/>

Sur la constitution européenne

Au mois de mai prochain les Français auront pour devoir de se rendre aux urnes dans le but de s'exprimer aux fins de savoir s'ils sont pour ou contre la ratification de la constitution européenne.

A écouter l'unisson des partisans du "oui" cette constitution est loin d'être parfaite mais elle présente, prétendent-ils, une énorme avancée dans la construction européenne. De plus il convient de l'accepter à tout prix sous peine de voir la France isolée par rapport aux autres pays de la communauté.

Pour ma part, je suis un européen convaincu depuis longtemps et mon rêve serait que l'Europe forme une nation indivisible, tout comme le sont les États-Unis d'Amérique, mais néanmoins une Europe n'englobant pas des nations dont une grande partie du territoire se situe sur le continent asiatique sinon le nom "Europe" perd toute signification. Vous aurez bien compris que je parle ici de la Turquie avec laquelle d'ailleurs rien n'interdit d'établir de très bonnes relations, ainsi que des accords permettant une libre circulation des marchandises.

Suivant des notions d'équité, l'Europe, telle que je la conçois, se doit d'avoir partout les mêmes taxes, les mêmes lois, les mêmes règles qui régissent les salaires, les mêmes charges sociales, etc... Or, nos responsables politiques s'avèrent incapables de nous présenter un tel programme pour la simple raison qu'ils ne cherchent qu'à défendre leurs propres intérêts, quant au bien-être des peuples !.... ceci n'est qu'un simple détail, en conséquence les populations n'auront qu'à s'adapter.

Je dis "**Non**" et je voterai "**Non**" tant que la copie que l'on nous présentera sera mauvaise. Pourquoi devrait-on me considérer comme un anti-européen par mon refus ? La Grande-Bretagne qui n'a jamais adopté l'euro comme monnaie unique, contrairement aux autres états, n'a pas été rejetée de l'union européenne pour autant ?

Dans quel but non avéré le monde politique veut à tout prix nous faire avaliser un règlement qui comporte des lacunes graves, un règlement qui est loin d'être parfait ? Pourquoi mettre tant d'empressement et d'ardeur à vouloir nous faire adopter cette constitution ? Si nous réfléchissons un peu, si nous repensons à ce que nous disaient nos instituteurs lorsque nous étions enfants, un devoir mal fait est un

devoir à refaire, car un devoir bâclé ne peut être accepté en l'état. De l'enseignement qui me fut donné dans ma jeunesse je continue à faire usage aujourd'hui encore. Alors, Messieurs les politiciens, rectifiez votre copie si vous voulez que je puisse l'approuver car il n'est plus question pour moi de vous donner un chèque en blanc vous nous avez, à ce jour, suffisamment trompés.

Jack HARRIS

INTERNET TRIBUNE LIBRE du lundi 16 mai 2005 11:49

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

Ave Caesar !

Diviser pour mieux régner a toujours été la marque des pouvoirs autoritaires, qui, après avoir susciter des désordres sociaux sans nom, ont beau jeu d'apparaître le recours providentiel pour la nation ; à cet égard, l'élection présidentielle en 2002, (française) restera un cas d'école : un véritable détournement des institutions qui va donner le pouvoir à un parti qui ne rassemblait pas dix pour cent des inscrits sur les listes électorales, au premier tour de scrutin ! Après qu'on nous ait joué le chantage, sinon sur la fin du monde, au moins sur l'extinction de la République en France ! Je connais personnellement beaucoup de citoyens, convaincus d'un péril imminent à ce moment-là, qui en garde amertume et ressentiment, de s'être laisser entraîner dans cette mascarade de Front Républicain, et pour tout dire, j'en faisais partie ! La gauche, dite de gouvernement, y a perdu son âme, et une certaine partie persiste dans son déphasage, ou plus probablement se démasque aujourd'hui : elle n'a de gauche que le nom et maudit les gauchistes... C'est tout le mal bobo qu'on nous souhaite !

:)))

Ne voilà-t-il pas qu'on veut nous rejouer le coup trois ans après : c'est une manière de se foutre de la gueule du monde ! Je sais bien que nos technocrates

ont peu de considération pour nous, et, qu'ils véhiculent fort, à leurs heures, les clichés sur le bon peuple "français" : sur notre versatilité entre autres, qui doit remonter au moins, aux temps des gaulois, mais ces messieurs-dames se trompent lourdement ; les français n'ont pas la mémoire courte et on fait tout pour leur rappeler en ce moment ! Les dindons en ont marre de se faire farcir et d'être sacrifiés à l'ogre du commerce, qui souffre de la tournante ultra-libérale !

Ah ! le monde est dur, bande d'amibes ! Il est encore plus dur avec votre démission intellectuelle et votre duplicité. Ici, nous ne sommes pas à Londres ou Berlin, mais bien au pays de Valmy, n'en déplaisent aux gros plein-de-soupe des médias : du moins à certains, qui ne sont jamais aussi contents que d'émettre leurs borborygmes, quand leur auge est pleine ! Et plus la mauvaise foi s'étale, en contrevenant à la plus élémentaire logique, plus les convictions s'ancrent, qu'on veut nous faire avaliser un second hold-up sur la démocratie !

Imaginez-vous ! Les partisans du Oui au traité constitutionnel, en sont réduits à nous seriner que le traité reprend l'essentiel de ce qui existe déjà, dans les textes européens, antérieurs, et qui laisse tant à désirer ! Autrement dit, si cela existe déjà, forcément c'est bien, et cela ne se discute pas, surtout après la mise en pratique : j'appelle cela de la jurisprudence de carême et de droit divin, moi !

:-(((

C'est ce genre d'argument qui me fait raidir droit dans mes bottes. Les agents conservateurs, je ne les apprécie qu'en cuisine, et encore à petite dose ; parce que rien ne vaut la nourriture fraîche, surtout quand il s'agit de l'esprit ! Alors je ne parle même pas du mépris de certains droits fondamentaux (qui apparaissent par exemple dans la charte des droits de l'Homme de 1948, à l'O.N.U., ou la constitution française de 1946 qui a prêté son préambule à celle de 1958) ou de l'ignorance de grands principes du droit constitutionnel (à ce propos, on se moque que l'Europe soit un état ou pas, ce traité dit constitutionnel, veut bien lui donner une personnalité juridique et des pouvoirs contraignants, supranationaux). Évidemment les textes en question, d'une valeur morale universelle, contreviennent à la doctrine du libéralisme économique et seraient devenus obsolètes dans le monde moderne ! ... ;-) Ils nous le diront jamais en face, les tartuffes, géniteurs de cette farce démocratique, mais ils le pensent très fort.

J'avais déjà dit que pour moi, le débat était clos et mon action de vote, programmée depuis longtemps. Tout a été dit et débattu, et nous verrons bien ce qu'il en est, le soir du 29 mai 2005 ; en souhaitant que la mauvaise foi n'aille pas jusqu'à faire tripatouiller le scrutin ; car d'après mes informations en

provenance de l'étranger, il n'y a pas que les républiques bananières qui en sont victimes... Mais la mainmise actuelle du camp du Oui, sur les médias traditionnels est tellement criante, qu'elle nous incite naturellement à défendre le pluralisme d'opinion, et je crois même, paradoxalement, pour l'intérêt du Oui ! Aussi je m'autorise à la ramener encore, directement sur le sujet, dans ce qu'il convient d'appeler d'ores et déjà, un dérapage médiatique : un de plus ! Trop, c'est trop !

Il faut dénoncer la partialité de nombreux journalistes et professionnels de l'industrie audio-visuelle, secteur privé ou public, qui ne cachent guère leurs opinions, au mépris de la déontologie qui s'impose à ce secteur ; mais qui, surtout, dénaturent et caricaturent le débat, en mettant systématiquement en avant pour défendre le Non, les leaders des partis extrémistes. De ce fait, ils ignorent ainsi délibérément, insultant même, une masse de citoyens qui ne se sentent pas concernés par l'empoignade des partis politiques, et à l'intérieur desquels, ils négligent peu ou prou les contestataires à la ligne officielle des directions nationales. Tout ceci fait du monde qui va tomber sur le râble de la mauvaise foi, en dépit des sondeurs stipendiés, et je pronostique une raclée mémorable aux faussaires du Oui, amplifiée qu'elle sera par un ressentiment général, légitime, envers ces tentatives de manipulation de l'opinion publique. On se moquait, il y a peu, des médias américains, laveurs de cerveaux, mais ils nous font le même coup ici !

Les rétiaires du libéralisme ont prouvé en maintes occasions, qu'ils ne respectaient la démocratie que lorsqu'elle les arrangeait ; et ; là, pour enlever le morceau et concrétiser leur prise de pouvoir sur l'Europe, ils sont prêts à tout... Même à transgresser sciemment, au vu et au su de tous, les règles et convenances du débat démocratique ! Le temps n'est donc pas venu pour moi, de poser les armes, et peut-être même qu'il ne viendra jamais, tant qu'il y aura de ces maîtres sots pour vouloir des esclaves ! Ave Caesar ! Ceux qui ont décidé de ne point mourir, te saluent ! ;-)

Nota : en prime, je vous informe de l'actualisation du dazibao en ligne, issu de cette lettre de libre expression ; les sujets sont : "Cobaye humain" et "Contre la constitution (?) , nous proposons une autre Europe". Vous pouvez voir ou relire cela en utilisant ce lien direct :

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/ITL/PAGE1/index.html>

Jean-Jacques REY

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

Quel beau monde où nous vivons... gouverné par l'absurde !
L'emprise d'une oligarchie financière internationale
qui vampirise l'économie physique, le travail et la production :
mégacrise prévisible, de gros nuages à l'horizon !

Voici ce qui expliquerait la mauvaise posture des bourses actuelles : Un membre du conseil d'administration d'une grande banque européenne nous a confié quelques éléments d'une discussion. Selon lui, **dans les hautes sphères financières et politiques, pratiquement tout le monde sait que le système financier actuel est fini.** « Bien sûr, ils n'en discutent pas en public, parce qu'ils craignent la réaction des gens. Pour eux, l'argent est tout et s'ils savaient ce qui les attend, ils seraient extrêmement nerveux. Mais je vous assure que, dans les coulisses, la question du krach est beaucoup discutée. (...) Ackermann et Breuer, de la Deutsche Bank, sont paniqués. (...) La Deutsche Bank est surexposée dans les produits dérivés sur crédit .»

Dans son rapport trimestriel de mars 2004, publié le 8 mars, **la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle met en lumière la situation dramatique qui règne dans tous les secteurs du système : bulles boursières et obligataires, tumultes sur les marchés des changes, endettement hypothécaire et à la consommation, explosion des produits dérivés, etc.**

Dopés par l'« appétit vorace pour les risques » dont font preuve les banques, les fonds et autres investisseurs, les marchés boursiers et obligataires ont connu une embellie ces derniers mois. « Ni les nouvelles révélations sur les malversations », comme dans le cas de Parmalat, ni les mornes perspectives affichées par de nombreuses grandes sociétés américaines « n'ont semblé perturber les investisseurs ». ...

Dans la semaine s'ouvrant le 8 mars, jour de parution du rapport de la BRI, le chaos sur les marchés financiers a atteint un nouvel apogée. Outre les turbulences entre les valeurs des grandes devises internationales, les marchés boursiers ont connu leur plus importante chute en six mois, aggravée par les attentats de Madrid...

Le 9 mars, le gouvernement argentin et le FMI sont parvenus à un accord de dernière minute, évitant ainsi la cessation de paiements sur 3,1 milliards de dollars de dettes, à laquelle le président Nestor Kirchner menaçait de recourir. Dans la soirée du 8 mars et la matinée du 9, les négociations entre Buenos Aires et Washington ont été fiévreuses. A tel point qu'Anne Krueger, présidente par intérim du Fonds, a personnellement pris le téléphone pour appeler Kirchner et discuter pendant une demi-heure avec lui. Au cours de l'entretien, devait-on apprendre, « les désaccords ont été résolus » et, peu après, Kirchner donna l'ordre de verser les 3,1 milliards au Fonds...

Dans un commentaire paru dans le Guardian du 9 mars, Larry Elliott disait que la défiance de l'Argentine envers le FMI « soulève le spectre ultime : l'effet de domino déclenché par ceux qui font défaut pourrait le mettre en faillite. » Le cas argentin, dit Elliott, a plongé le FMI dans sa plus grande crise depuis sa fondation il y a plus de cinquante ans...

Une semaine après le recul du FMI face à l'Argentine, le président argentin Nestor Kirchner et son homologue brésilien Inacio Lula da Silva ont eu une rencontre « historique » à Rio de Janeiro les 15 et 16 mars, afin de forger une « approche commune » face aux organisations multilatérales dans les négociations sur la dette extérieure. La pièce maîtresse de cette approche est le changement de mode de calcul de l'excédent budgétaire primaire - l'argent provisionné pour payer la dette -, afin qu'il « ne compromette pas la croissance », ni les investissements dans l'infrastructure, comme le déclare le communiqué final...

On comprend que la communauté bancaire et le FMI soient paniqués par la perspective d'une alliance entre Lula et Kirchner: l'Argentine et le Brésil détiennent à eux seuls 50% des crédits du FMI (15% pour le premier, 35 % pour le second). S'ils décidaient de coordonner leurs politiques, voire de déclarer une cessation de paiements, c'en serait fini de tout le système d'un Fonds monétaire international au service des banques internationales. C'est pourquoi le FMI a flanché dans sa confrontation avec l'Argentine le 9 mars. ..

Le 17 mars, le prix du pétrole à New York a atteint son plus haut niveau depuis 13 ans, faisant planer la menace d'un nouveau « choc pétrolier » mondial. Ce jour-là à New York, les titres à terme du brut léger ont atteint 38,18 dollars le baril, le prix le plus élevé à la clôture pour le pétrole américain depuis octobre 1990. Le même jour, le Brent a gagné presque un dollar pour atteindre 33,53 dollars, là aussi l'un des niveaux les plus élevés de ces 13 dernières années. **Le 18 mars, le président de l'OPEP, Purnomo Yusgiantoro, a déclaré au cours d'une conférence de presse à Djakarta, qu'il était inquiet de l'impact global des prix du pétrole, mais que l'OPEP n'en portait pas la responsabilité, cette hausse étant le résultat d'une frénésie spéculative et non d'une pénurie au niveau de l'approvisionnement.** Le 22 mars, un responsable de l'OPEP a fait savoir que son organisation envisage de reporter de trois mois la réduction de la production d'un million de barils par jour, prévue au départ pour le 1er avril.

...Un courant de l'élite financière britannique a décidé de reconnaître ouvertement que le système financier se dirige vers le désastre. Les plus francs dans ce domaine sont certains responsables de la Banque d'Angleterre ainsi que l'Economist de Londres... Dans sa dernière édition, l'hebdomadaire met en garde contre une chute brutale du boom immobilier. Le prix des logements en Australie, en Irlande, aux Pays-Bas, en Espagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, selon lui, devrait chuter d'au moins 20% au cours des années à venir. Une augmentation relativement modeste des taux d'intérêt suffirait à déclencher un krach, l'endettement des ménages atteignant un niveau record. Depuis le milieu des années 90, l'Amérique a connu la plus forte hausse des prix du logement de son histoire et une chute du marché aurait des conséquences dévastatrices pour l'économie mondiale. « Il reste très peu de munitions fiscales et monétaires à la disposition des États-Unis pour soutenir l'économie si les prix du logement s'effondrent », écrit l'Economist, et «

si les États-Unis tombent, ce serait la première faillite immobilière globale de l'histoire. » La valeur du marché global du logement se monte à environ 50 000 milliards de dollars, comparés aux 30 000 milliards de dollars des marchés boursiers.

Du 19 au 21 mars, **Lyndon LaRouche (économiste américain)** était au Mexique pour des rencontres privées et une réunion publique à l'université technologique de Monterrey, parrainée par l'Institut des relations internationales, où il a prononcé un discours sur le **thème « Survivre à la fin d'une ère »**. Dans toutes ces occasions, LaRouche a déclaré que le système financier international était bel et bien « fini », même si certains continuent à nier la réalité, de la même manière que dans l'Allemagne des années 20, on se berçait de l'illusion qu'il serait possible de maintenir les structures financières prévues par le Traité de Versailles.

Aujourd'hui, pour gagner du temps, on injecte toujours plus de liquidités dans le système. La pression est mise, en particulier, sur le Japon pour qu'il fasse tourner la planche à billets afin de soutenir ce système dont le cœur se trouve à Wall Street, mais la bulle immobilière et hypothécaire est déjà en train d'éclater aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Et si le Brésil et l'Argentine cessent de rembourser leur gigantesque dette extérieure, cela pourrait entraîner la chute de tout le système.

LaRouche a rappelé que suite au processus d'effondrement financier de 1922-23, les banquiers synarchistes, comme Montagu Norman et Hjalmar Schacht, appuyèrent la formation de mouvements fascistes dans l'espoir de contrôler l'effondrement financier en imposant des régimes impériaux fascistes. C'est dans ce contexte que LaRouche situe les attentats du 11 mars à Madrid. Les auteurs de cette Stratégie de tension créent de fausses pistes de manière à semer la confusion. Cependant, en ce qui concerne les attentats de Madrid, certaines « empreintes » semblent désigner des réseaux néofascistes autour du patron de la loge P2, Licio Gelli, du fasciste espagnol Blas Pinar ou du terroriste de droite italien Roberto Fiore. Nous voyons là la « troisième génération » des réseaux formés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale en vertu des accords entre le réseau SS international d'Otto Skorzeny et les réseaux du renseignement anglo-américain représentés par Allen Dulles et James Jesus Angleton.

LaRouche pense que d'autres attentats terroristes de cette nature se produiront. En fait, la réapparition des violences dans les Balkans le 18 mars et l'assassinat du chef du Hamas, le cheikh Yassine, le 22 mars, sur ordre d'Ariel Sharon, indiquent que cette stratégie de tension se déploie à l'échelle internationale alors que le système financier international ne peut plus être sauvé par la planche à billets.

Sources : <http://solidariteetprogres.online.fr/index.html>

Commentaire à J-J : sur ce site, il y du "fourniment" à une vision critique de l'ordre économique mondial, mais alors si nombre des fils de compréhension sont bons, il faudra faire comme les lissiers : savoir monter son tapis de concepts, sinon gare aux nœuds (de pensées) ! ... :-)))

Envoi de Benoist Magnat : <http://www.jj-pat-rey.com/FEUXDELAMER/POESIE/oeuvresamies/page1.html>

pour Bernard WESPHAEL,
député Ecolo (verts) au Parlement Wallon (Belgique)

« NON à ce qu'on appelle erroneement la "Constitution européenne" ! »

Liège, le 8 décembre 2004

Arrêtons de culpabiliser et osons dire « non » !

On peut dire « non » au Traité établissant une Constitution pour l'Europe qu'on nous demande aujourd'hui de ratifier et être néanmoins un farouche partisan de la construction européenne. On peut même refuser ce projet de Traité constitutionnel au nom même des idéaux qui sont à l'origine de cette formidable aventure de réconciliation des hommes et des peuples qu'est l'entreprise européenne. C'est mon cas et je revendique cette position de refus comme démocrate, comme citoyen et comme écologiste.

Nombreux sont les partisans du « oui » au Traité établissant une Constitution pour l'Europe qui ne reculent pas devant l'amalgame. Ils n'hésitent pas à dire ou à laisser entendre que ceux et celles qui s'opposent à la ratification de ce Traité sont des nostalgiques ringards, peu ou prou intellectuellement proches des partis nationalistes et de la droite la plus conservatrice ou la plus extrême.

L'argument est d'autant plus utilisé qu'il a pour but d'éviter le débat sur le fond en culpabilisant tout vrai démocrate qui s'étonne, s'inquiète et se culpabilise d'ainsi se retrouver en pareille compagnie.

L'argument du compagnonnage avec l'extrême droite est aussi puéril que le fait d'affirmer que les partisans du « oui » sont nécessairement tous des néolibéraux, des amis ou des vassaux des milieux financiers et patronaux européens, du MEDEF et du baron Seillières ! Autant de personnages qui rêvent de l'Europe comme d'un grand marché ouvert, où la concurrence serait libre et d'où aurait été éradiquée toute norme sociale ou environnementale.

Le projet européen s'est construit sur l'idée d'édifier un espace humaniste, solidaire et généreux, s'articulant sur un idéal de paix et de liberté dans l'égalité et la fraternité.

C'est en Europe que s'est forgée la conviction que les hommes et les femmes sont libres et autonomes, qu'ils ont des droits individuels (liberté d'opinion, d'expression, de conviction, d'association, ...) et des droits collectifs (droits à la santé, à l'éducation, à la culture, au travail, au logement, à la sécurité sociale, ...) inaliénables. C'est la grandeur de l'Europe d'avoir enfanté les droits de l'Homme et les libertés fondamentales. C'est son devoir de les concrétiser.

L'idée européenne s'est aussi édifiée sur le postulat que les pouvoirs publics ont pour mission essentielle et irremplaçable de créer et d'assurer les conditions dans lesquelles ces droits et libertés inaliénables peuvent devenir une réalité pour le plus grand nombre. C'est aujourd'hui encore ma conviction la plus profonde et je suis de ceux et de celles qui pensent que la nécessaire adaptation des services publics n'a strictement rien à voir avec leur démantèlement.

Je suis un Européen convaincu. Je ne veux ni un retour frileux à l'État nation ni un repli régionaliste ou identitaire. Mon combat n'a donc rien de commun avec les nostalgiques de l'Ancien Régime ou les tenants d'un retour aux frontières. Je suis un Européen convaincu, mais je n'ai rien en partage avec les partisans du néolibéralisme les plus débridés. Je veux une Europe qui soit politique et non pas seulement économique et financière. Je veux une Europe humaine, une Europe sociale, une Europe environnementale, une Europe fiscale, une Europe généreuse, une Europe démocratique et une Europe citoyenne.

C'est de cette Europe humaniste et fraternelle que je rêve. C'est parce que je me résigne pas à l'Europe des commerçants et des banquiers qu'on nous prépare, que je refuse le Traité établissant une soi-disant Constitution pour l'Europe et que j'en appelle aujourd'hui avec la plus grande énergie à la renégociation du Traité, ainsi qu'à la mise en marche d'une avant-garde ouverte de pays désireux de construire cette Europe à laquelle j'aspire pour mes enfants.

Bernard WESPHAEL

Envoi de Fabrice Ehanno : <http://poetique-alternative.site.voila.fr/>
<http://histoire-gaulois.site.voila.fr>

Bonjour Jean-Jacques,

Je m'étonne de ne plus recevoir ta Tribune libre... ???

Un nouveau site : <http://anti-liberal.site.voila.fr>

En attendant, j'ai réuni une argumentation pour tenter de convaincre les indécis face au choix pour ou contre la nouvelle constitution :

5 bonnes raisons

- Une constitution rigide :

Une fois votée, cette constitution ne sera plus modifiable. Et ce en raison de la double unanimité nécessaire pour réviser ce texte : unanimité des gouvernements européens et unanimité des peuples (par référendum ou vote au parlement).

- Une démocratie en panne :

Seule la commission européenne aura l'initiative des lois, le parlement n'ayant pas ce droit. Les lois européennes s'imposeront et se substitueront progressivement aux lois nationales.

- Une orientation libérale :

Il ne s'agit pas d'un texte neutre mais d'un long plaidoyer pour "une concurrence libre et non faussée", "une économie sociale de marché".
Autrement dit : la direction des affaires économiques est confiée aux financiers et au patronat, la législation sociale étant subordonnée à la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Aucune protection donc contre les délocalisations et le dumping social.

- Une Europe impuissante :

Chacun des États menant sa propre politique étrangère hors Union, il n'y aura tout simplement pas de politique étrangère européenne, le poste de ministre européen restant honorifique. D'autre part, la politique de Défense européenne ne se conçoit que dans le cadre de l'OTAN, donc soumise au bon vouloir des Américains.

- Une banque centrale indépendante :

Depuis Maastricht, les États de la zone euro n'ont plus les moyens de mener leur politique monétaire. D'où : un euro fort et des taux d'intérêts élevés qui pénalisent les exportations, l'investissement et l'emploi. Cette constitution sacralise ce dysfonctionnement.

- Un simple citoyen de l'Union -

Fabrice Ehanno

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>